



EXPOSÉ DE POSITION

**DOCUMENT DE
SYNTHÈSE S&D SUR LA
STRATÉGIE EUROPE -
UNE RÉVISION POUR
RÉUSSIR**

*SORTIR DE LA CRISE – UN MEILLEUR
MODELE ECONOMIQUE POUR L'EUROPE*

Financer une meilleure Europe

Date:

16 mars 2016



Groupe de l'Alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement Européen

Parlement Européen
Rue Wiertz 60
B-1047 Bruxelles
T +32 2 284 2111
F +32 2 230 6664
www.socialistsanddemocrats.eu

Date: 16/03/2016

TABLE DES MATIERES

1	Introduction	3
2	Des politiques progressistes pour un changement de paradigme.....	6
3	Priorités stratégiques.....	7
3.1	a) Le changement climatique et les contraintes de ressources nécessitent une transition énergétique approfondie et l'émergence d'une économie circulaire	8
3.1.1	i) Favoriser la transition énergétique	8
3.1.2	ii) Promouvoir l'économie circulaire	12
3.2	b) Développer des solutions pour une société numérique et progressiste	14
3.3	c) Promotion de l'innovation: recherche et développement secteurs, culturel et créatif	20
3.4	d) Renforcer l'investissement social et lutter contre les inégalités sociales dans les domaines suivants: apprentissage tout au long de la vie, soins de santé, égalité des genres, participation des jeunes et intégration culturelle.....	23
4	Des outils financiers	28
4.1	i) Le Budget de l'Union	29
4.2	ii) Le Ressources propres	30
4.3	iii) Les Budgets nationaux	32
4.4	iv) Le FEIS	32
4.5	v) Banque européenne d'investissement (BEI).....	33
4.6	vi) Marché des capitaux	34
5	Gouvernance et instruments politiques.....	35
5.1	i) Lignes directrices intégrées et objectifs principaux.....	35
5.2	ii) Semestre européen: rapports par pays, recommandations par pays, programmes nationaux de réforme.....	36
5.3	iii) Rôle de la Commission, du Parlement européen et des parlements nationaux.....	38
5.4	iv) Rôle des partenaires sociaux, de la société civile et des niveaux infranationaux de gouvernance.....	39

1 INTRODUCTION

Les objectifs de la stratégie Europe 2020 ont été définis en supposant que l'Europe pourrait rapidement revenir à la croissance après la crise financière qui l'a frappée en 2008, à la suite de la crise des subprimes aux États-Unis. En 2010, trois principaux scénarios pour les perspectives économiques de l'Europe ont été envisagés¹: une forte croissance, une reprise lente et une décennie perdue. Six années plus tard, la réalité se situe entre le deuxième et le troisième scénario, ce qui rend de nombreux objectifs très difficiles à atteindre.

Les avantages de la stratégie Europe 2020 ne se sont pour la plupart pas réalisés. De nombreux domaines connaissent presque une stagnation. La conclusion des données pour 2010-2013 est la suivante: les politiques actuelles d'austérité et de gouvernance économique n'aident pas à atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020.

La stratégie Europe 2020 devrait rester l'approche à suivre pour l'élaboration de politiques de l'Union, étant donné que les cinq objectifs phares sont toujours d'actualité et reflètent les principaux défis actuels de l'Europe.

Après plusieurs années de crise douloureuse et la récente adoption des objectifs de développement durable² à l'horizon 2030, l'Union a besoin de relancer sa stratégie pour la croissance et l'emploi avec une réelle ambition pour l'avenir. La réduction du chômage et des inégalités sociales est cruciale pour la réussite de l'intégration européenne, maintenant plus que jamais, étant donné que l'Europe doit se préparer à gérer une immigration à plus grande échelle. Mais des emplois supplémentaires et de meilleure qualité ne peuvent être

¹ COM(2010)/2020 "EUROPE 2020: une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive"

² Sommet des Nations unies sur le développement durable du 25 au 27 septembre 2015, à New York;
http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F

créés que si les investissements nécessaires sont effectués pour stimuler la transition vers une économie innovante, sans émission de CO₂, circulaire et numérique.

Cette transition vers un nouveau modèle de croissance doit être compatible avec les principes de développement durable, qui comportent des dimensions économiques, sociales et environnementales. Toute stratégie pour l'emploi doit se fonder sur la création d'emplois durables et de qualité, pas seulement sur la réduction du taux de chômage en tant que tel. Un nouveau modèle de croissance doit se fonder sur la justice sociale. Dans le même temps, pour atteindre l'objectif de croissance, il est nécessaire de se concentrer sur la recherche et le développement, mais aussi sur l'innovation et la créativité afin d'inventer de nouveaux produits, de nouvelles méthodes et de nouveaux services potentiels, dont des biens et services abordables, tant dans les secteurs conventionnels que dans les secteurs émergents.

Or, pour créer des produits et des services innovants, il est nécessaire de disposer de travailleurs bien formés, ce qui doit être une des missions du système éducatif. En parallèle, les entreprises doivent avoir accès à des capitaux pour encourager le développement et la production de nouveaux produits et services. Voilà pourquoi il est important d'inclure sérieusement des financements à long terme dans la stratégie Europe 2020.

Un nouveau modèle de croissance doit aussi reconnaître, ainsi que l'indique le traité de Lisbonne, l'importance du marché unique comme outil fondamental pour parvenir à une économie sociale de marché dans laquelle la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux doit être contrebalancée par des objectifs de politique sociale.

En outre, les décisions concernant cette stratégie doivent être prises avec une participation démocratique plus importante des citoyens européens, comme l'a montré la consultation publique organisée par la Commission en 2014.

En ce qui concerne le financement des politiques de l'Union, deux ans après le début du cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020, la situation à laquelle s'applique le cadre actuel a changé, avec l'arrivée de nouvelles crises et de nouvelles priorités. En effet, les ressources disponibles dans le CFP actuel seront probablement insuffisantes dans les prochaines années pour gérer le nombre de crises et financer les priorités de la stratégie Europe 2020 dans les conditions souhaitées. Par conséquent, il est nécessaire d'effectuer une révision du cadre financier pluriannuel à mi-parcours.

De plus, les priorités de la stratégie Europe 2020, ainsi que toute autre priorité qui peut être décidée au niveau politique de l'Union le plus élevé, devraient s'accompagner d'un plan de financement contraignant comprenant une estimation de leur incidence sur le budget de l'Union. Si ce n'est pas le cas, il ne pourra y avoir ni réel engagement ni réussite.

Étant donné les nouveaux défis auxquels l'Union doit faire face sur le plan extérieur, qui sont étroitement liés aux défis de l'Union sur le plan intérieur, et la nécessité d'effectuer des progrès en matière de gouvernance mondiale (environnement, énergie, finances, fiscalité, etc.) pour renouveler et soutenir notre modèle interne, l'Union doit concentrer ses efforts et renforcer la cohérence de ses politiques.

Nous devons encourager nos partenaires à converger dans notre direction, en tenant compte des spécificités, de la culture et de la civilisation de chacun. Tous les instruments de l'action extérieure de l'Union (partenariat stratégique, accords commerciaux, coopération multilatérale et bilatérale et dialogue interculturel comme pouvoir d'influence) devraient être mobilisés pour atteindre une meilleure gouvernance mondiale et une large convergence.

2 DES POLITIQUES PROGRESSISTES POUR UN CHANGEMENT DE PARADIGME

Ces cinq dernières années ont vu de grands bouleversements tant au niveau national qu'au niveau international, dans de nombreux domaines, tant économique que géopolitique, démographique, technologique, environnemental, sociologique, etc.

Dans l'Union, mais pas seulement, nos sociétés subissent l'influence de puissantes tendances:

- changement climatique et contraintes de ressources qui rendent une transition énergétique approfondie nécessaire, transformation industrielle et émergence d'une économie circulaire;
- nouvelle phase de la révolution numérique, qui mène à de nouvelles opportunités de croissance en Europe et nécessite une solution à long terme pour relever les défis que représentent la fracture numérique et la sécurité des données, mais qui offre aussi un potentiel à saisir en matière de création d'emplois;
- réorganisation de l'espace avec des réseaux mondiaux et l'émergence de mégapoles, développement plus poussé de systèmes de transport et d'une infrastructure énergétiques durables;
- disparités régionales qui s'étendent, encore plus au sein des pays qu'entre eux, et qui nécessitent une vraie politique de cohésion au niveau de l'Union comme outil d'investissement à l'avantage des citoyens de l'Union;
- profonde recomposition sociale, avec le vieillissement de la population, l'immigration, le rééquilibrage des genres, mais aussi de nouvelles différences entre les générations, ce qui nécessite de nouvelles actions éducatives et de nouvelles politiques sociales;
- désaveu des citoyens pour les institutions politiques, écart démocratique croissant entre l'Union et ses ressortissants, ce qui entraîne la montée de l'extrémisme et la radicalisation des deux extrêmes du paysage politique.

Ces tendances ne peuvent être ignorées; au contraire, le potentiel qu'elles représentent devrait être exploité et maximisé pour aider l'Union à atteindre ses objectifs de croissance durable, de compétitivité, de développement durable, d'emplois de qualité et d'intégration sociale.

3 PRIORITÉS STRATÉGIQUES

Il conviendrait de viser un objectif central d'ici la prochaine phase de la stratégie Europe 2020: l'Union devrait créer un meilleur cadre pour que tous les États membres puissent profiter de ce changement de paradigme et passer à un nouveau modèle de croissance qui se concentre sur des emplois de qualité. Toutes les priorités stratégiques suivantes devraient se traduire par de nouveaux investissements et de nouveaux emplois, avec les réformes qui les accompagnent:

- a) favoriser la transition énergétique (i) et promouvoir l'économie circulaire (ii);
- b) développer des solutions pour une société numérique et progressiste;
- c) promouvoir l'innovation dans des secteurs fondés sur la recherche-développement dans les industries culturelles et créatives;
- d) renforcer l'investissement social et lutter contre les inégalités sociales dans les domaines suivants: apprentissage tout au long de la vie, soins de santé, égalité des genres, participation des jeunes, dialogue interculturel et intégration sociale.

Ces priorités stratégiques et leurs objectifs à l'horizon 2020 devraient se fonder sur les initiatives déjà en cours, telles que l'union de l'énergie et le marché unique numérique, tout en gardant à l'esprit la finalisation du marché unique comme instrument clé pour favoriser une meilleure croissance économique structurelle et une plus grande cohésion sociale. Elles devraient aussi entrer dans le cadre plus général que l'Union doit élaborer pour surveiller la mise en œuvre des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

3.1 a) Le changement climatique et les contraintes de ressources nécessitent une transition énergétique approfondie et l'émergence d'une économie circulaire

3.1.1 i) Favoriser la transition énergétique

Concernant l'objectif de 20 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre et les objectifs en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique à l'horizon 2020, des progrès importants ont pu être observés. Ces objectifs sont déjà approuvés et intégrés dans la législation. Alors que les deux premiers seront probablement atteints et même dépassés, la révision à mi-parcours révèle que l'objectif d'efficacité énergétique (amélioration de 20 %), le seul qui n'est pas contraignant, ne sera pas atteint. Cependant, il est difficile d'établir dans quelle mesure les progrès observés pour ces trois objectifs peuvent être attribués aux efforts de réforme de l'Union et des États membres ou, paradoxalement, à l'impact de la crise.

Ainsi, le renforcement des mesures visant à réduire encore les émissions de gaz à effet de serre peut aider à atteindre, de façon plus stable, les objectifs ambitieux en matière de changement climatique et d'énergie souhaités par l'Europe. En général, le système d'échange de quotas d'émission (SEQE) est considéré comme l'instrument adéquat pour parvenir à respecter les engagements de l'Union en matière de réduction des émissions de CO₂. Il doit cependant être fortement renforcé pour garantir un prix élevé du carbone, tout en assurant la protection nécessaire des industries consommatrices d'énergie contre la concurrence déloyale, alors qu'il ne fournit actuellement pas les motivations nécessaires

pour inciter à investir dans les technologies à faible émission de CO₂. En outre, l'Union a besoin d'un partage équitable des efforts entre le secteur relevant du SEQE et le secteur non couvert par le SEQE afin d'éviter une charge asymétrique pour les secteurs en concurrence directe.

Nous pensons que les objectifs en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables devraient être nettement revus à la hausse et qu'ils devraient être contraignants pour les États membres, quels que soient les progrès des discussions internationales sur le changement climatique.

Énergies renouvelables

Le nouvel objectif proposé de 27 % de l'énergie provenant de sources d'énergie renouvelables (SER) pour 2030 est décevant car trop bas et peu ambitieux; cela représente juste un peu plus qu'un scénario classique pour l'Union. Le groupe S&D a proposé un objectif bien plus élevé et contraignant de 45 %.

Dans une certaine mesure, et plus encore les premières années et pour les formes moins abouties d'énergies renouvelables telles que le vent de reflux, la houle, la marée et autres, des subventions³ sont nécessaires pour permettre à ces énergies renouvelables de concurrencer les sources conventionnelles d'énergie sur le marché. Les subventions pour des technologies SER plus abouties, telles que le photovoltaïque, pourraient

³ Les subventions publiques au moyen de plans d'aide à l'énergie renouvelable, les financements pour la recherche et l'innovation devraient se concentrer aussi sur ces technologies non abouties. Alors que des normes sur un prix élevé du CO₂ ou les performances en matière d'émissions auraient un impact fort sur le développement de technologies plus abouties, telles que le vent d'afflux ou l'énergie solaire, elles ne stimuleraient probablement pas la recherche dans le domaine des énergies renouvelables moins abouties. L'avantage ajouté de certaines de ces énergies renouvelables moins abouties est qu'elles sont plus prévisibles/moins variables que l'énergie éolienne ou solaire, et qu'elles peuvent donc jouer un rôle important pour équilibrer les énergies renouvelables variables. Les États membres devraient donc renforcer les plans d'aide et les axer sur des SER moins abouties.

progressivement être retirées lorsque ces technologies atteindront la parité réseau. Il est clair que les subventions élevées, tant directes qu'indirectes, qui existent encore pour l'énergie fossile et le nucléaire devraient être retirées rapidement et de façon permanente. Cependant, même quand une prime est octroyée pour des emplois qui auraient été créés par un déploiement différent de ces subventions (consommateurs qui achètent d'autres biens, gouvernements qui investissent dans des services publics alternatifs), les énergies renouvelables semblent, malgré tout, générer plus d'emplois nets que les sources conventionnelles d'énergie qu'elles remplacent.

En 2013, l'énergie renouvelable représentait 1,2 million d'emplois dans l'Union⁴, et une étude⁵ a révélé que le secteur des SER au sein de l'Union pourrait représenter 1,6 million d'emplois si un objectif de 30 % était atteint et 2,1 millions d'emplois avec un objectif de 35 %. En moyenne, les emplois dans le domaine des énergies renouvelables sont des emplois très qualifiés, même si des travailleurs non qualifiés sont également demandés.

La même étude a également montré que le PIB serait plus élevé de jusqu'à 0,4 % si l'objectif de 30 % était atteint et jusqu'à 0,8 % pour l'objectif de 35 %.

Encadré - Croissance bleue

Le groupe S&D considère qu'il est crucial d'utiliser le grand potentiel de la croissance bleue pour l'innovation et la croissance durable dans le secteur maritime et de la marine.

L'économie bleue est composée de différents secteurs, tels que l'aquaculture, le tourisme côtier, la biotechnologie marine, l'énergie marine et l'utilisation de ressources marines.

Les mers et les océans sont des moteurs de l'économie européenne. Ils représentent environ 5,4 millions d'emplois et génèrent une valeur ajoutée brute de presque 500 milliards d'euros par an.

⁴ http://www.irena.org/DocumentDownloads/Publications/IRENA_RE_Jobs_Annual_Review_2015.pdf (en anglais)

⁵ iea-ret.d.org/wp-content/uploads/2011/11/EMPLOY-task-1.pdf (en anglais)

Encadré - Infrastructure intelligente

Il est essentiel que les objectifs d'interconnexion électrique de 10 % pour 2020 et 15 % pour 2030 soient atteints et même dépassés par tous les États membres afin d'éviter des engorgements énergétiques et de garantir une meilleure intégration du marché qui fera baisser les coûts généraux du système énergétique et augmentera la sécurité énergétique. La création d'un super réseau européen devrait être soutenue pour garantir une fourniture efficace de sources d'énergie renouvelables vers les principaux centres de consommation. Le lancement des réseaux intelligents est la clé pour fournir plus efficacement l'énergie par une gestion de type "demande-réponse", éviter les surcapacités et limiter la nécessité de solutions coûteuses de stockage. Il est important d'accorder une aide prioritaire aux projets d'infrastructure qui offrent réellement une valeur ajoutée européenne, tant au niveau de la transmission qu'au niveau de la distribution, et de garantir la sécurité de l'approvisionnement de la façon la plus abordable et la plus durable possible.

Encadré - Mobilité propre

La mobilité propre est un facteur clé du système énergétique que nous voulons atteindre. C'est pourquoi l'union de l'énergie, et donc la stratégie Europe 2020, devraient consacrer des moyens importants à cet objectif, au-delà de la recherche et du développement. L'Union devrait développer un réseau européen de couloirs de mobilité verte entre les pays et les équiper de stations de charge pour véhicules électriques et à hydrogène, en plus du développement plus poussé d'un système de transport public performant et à grande portée.

3.1.2 ii) Promouvoir l'économie circulaire

En tant que stratégie économique commune de l'Union, la stratégie Europe 2020 révisée devrait élaborer une feuille de route pour une économie circulaire et sans carbone d'ici 2050, avec des étapes claires pour 2020 et 2030, afin de conserver et d'améliorer son leadership industriel et d'empêcher une "fuite des faibles émissions de CO₂" vers d'autres régions. La stratégie Europe 2020 devrait inclure un objectif général de productivité des ressources, comme suggéré par la Commission⁶, afin de refléter les progrès accomplis dans ce domaine.

Elle devrait donner des indications sur la façon d'appliquer les objectifs de développement durable, tels que l'objectif 7 sur l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous et l'objectif 12 sur les modèles de consommation et de production durables.

La promotion du développement d'une économie partagée des services, où l'accès collectif à des biens et services partagés est plus important que la propriété privée, pourrait contribuer à la diminution de l'utilisation des ressources dans l'économie de l'Union.

À cet égard, des systèmes de services spécialisés doivent permettre que des produits soient réutilisés plusieurs fois par plusieurs utilisateurs sans que ces derniers en deviennent propriétaires. Dans une économie de service ciblée (services de reproduction, covoiturage, jardinage, blanchisserie, etc.), les consommateurs ne seraient plus contraints d'acquérir des équipements onéreux qu'ils n'utilisent que pendant une période limitée. Grâce à des services de location, avec ou sans option d'achat, les fabricants resteraient propriétaires de leurs produits et seraient encouragés à concevoir des produits plus durables et faciles à réparer, à démonter et à recycler. Les matières premières, les produits et l'énergie seraient également utilisés de manière plus efficace.

⁶ Commission européenne (2014), Vers une économie circulaire: programme "zéro déchet" pour l'Europe, COM(2014) 398 final: "L'examen de la stratégie Europe 2020 est en cours et une consultation publique est organisée à cet effet afin de recueillir tous les avis exprimés à ce sujet. La Commission estime dès lors que toute décision relative à la fixation d'un objectif général de productivité des ressources devrait être prise dans le cadre de cet examen".

Il est essentiel d'engager une transition industrielle vers un système économique efficace dans lequel les matériaux proviennent de sources durables, sont réutilisés et sont recyclés, afin de limiter le volume de matières premières entrant dans le cycle ainsi que celui des déchets en fin de vie qui en sortent. Au niveau européen, une amélioration de 30 % de la productivité des ressources produirait déjà une augmentation du PIB de presque 1 % d'ici 2030 et créerait plus de 2 millions d'emplois supplémentaires. Il est désormais avéré qu'il y a une limite à la croissance du point de vue des ressources naturelles disponibles. Cela signifie que les entreprises doivent s'adapter à leur raréfaction. La réutilisation, le recyclage et la refabrication permettent donc de réduire la pression sur la compétitivité, les bénéfices ainsi que la stabilité et la pérennité des entreprises.

Pour ce faire, l'Union doit intégrer ses politiques en matière de déchets dans une politique d'économie circulaire qui se concentre sur l'ensemble du cycle de vie des produits, notamment l'extraction durable des matières premières, une conception écologique des produits, des modes de production efficaces sur le plan écologique, la consommation durable, ainsi que des procédés de gestion des déchets permettant de fermer le circuit. De ce fait, les politiques traditionnelles de gestion des déchets, avec leurs objectifs purement quantitatifs qui créent de grandes quantités de matières premières de récupération trop souvent exportées pour du décyclage, doivent être assorties de politiques des produits et de (re)fabrication qui permettraient de préserver les matériaux de haute qualité et de grande valeur dans des circuits fermés. Des normes européennes (CEN) sur les matières premières de récupération de qualité, des exigences d'écoconception sur la capacité de réparation, la longévité et le recyclage, des normes sur la collecte de qualité, le tri et la séparation, des documents de référence sur les meilleures techniques disponibles consacrés aux ressources durables et à la refabrication de matières premières de récupération⁷, ainsi que des normes produits sur le contenu recyclé pour certains matériaux dans de nouveaux produits qui entrent sur le marché de l'Union pourraient stimuler la demande et aider à créer un marché plus étendu au niveau de l'Union pour le recyclage haut de gamme.

Afin de mesurer les progrès accomplis, d'élaborer et de mettre en œuvre les mesures requises, il convient:

- de définir, au niveau des secteurs comme de l'Union, des objectifs contraignants pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources en s'appuyant sur un indicateur de référence et sur plusieurs indicateurs secondaires en la matière, dont les services écosystémiques⁸; ces indicateurs devraient mesurer la consommation des ressources, l'incidence environnementale du point de vue de l'eau, des émissions de carbone et des matériaux ainsi que l'empreinte foncière, y compris pour les importations et les exportations, et tenir compte de l'ensemble du cycle de vie des produits et des services;
- d'élaborer des instruments et des mesures appropriés pour répondre aux défaillances actuelles des politiques et des marchés qui empêchent de parvenir à une production et à une consommation durables des ressources.

3.2 b) Développer des solutions pour une société numérique et progressiste

La capacité qu'a l'Union de se remettre de la crise économique et sa compétitivité future dépendront largement de sa capacité à promouvoir et à mettre en place une stratégie numérique ambitieuse. Europe 2020 est une étape importante pour voir dans quelle mesure l'Europe a progressé dans la numérisation plus avancée des secteurs public et privé et dans le développement et l'utilisation d'outils numériques de production.

La contribution potentielle au PIB européen d'un marché unique numérique totalement fonctionnel a été estimée à 415 milliards d'euros, ce qui signifierait une augmentation de

⁸ <http://biodiversity.europa.eu/topics/ecosystem-services> (en anglais): Les services écosystémiques sont les contributions directes et indirectes des écosystèmes au bien-être humain (TEEB D0). Ils aident directement ou indirectement notre survie et améliorent notre qualité de vie.

3 % du PIB de l'Union⁹. La plupart des produits et services à fournir peuvent devenir plus intelligents et connectés. Le même principe peut s'appliquer aux emplois.

Afin de préparer au mieux la société européenne aux opportunités et aux défis du futur, les efforts qui ont été réalisés ont augmenté la compréhension du fait que l'économie numérique est une partie essentielle de toute l'économie et que l'économie dans son ensemble est maintenant numérique. Cependant, ces efforts doivent s'intensifier et être élargis pour garantir la confiance et les capacités des consommateurs et des entreprises concernant la numérisation actuelle de l'économie. À cet égard, il est également nécessaire d'atteindre un niveau élevé de confiance dans l'économie numérique et de s'assurer que celle-ci est intégrée et transparente. Il faut organiser un débat concernant les plateformes numériques publiques qui sont soumises au contrôle démocratique d'organisations de la société civile.

Il convient qu'en matière de politique industrielle, l'Union prenne des mesures de soutien à l'innovation et à la fabrication numériques, nouvelles ou établies. Alors qu'elle définit sa propre approche, en associant excellence de fabrication et solutions numériques, l'Union doit tenir compte de la nécessité de la sécurité des données et de la protection des données personnelles et, plus généralement, des éventuelles répercussions (positives et négatives) de ces innovations numériques ou de ces applications industrielles sur la société.

La révolution numérique présente des défis, mais crée encore plus de possibilités, non seulement en matière d'emplois et de croissance, mais aussi concernant la participation et la démocratie numérique. Elle représente en fait une opportunité d'autonomiser des citoyens vulnérables, exclus ou désengagés, de les reconnecter et de leur permettre de participer activement aux sphères sociales, culturelles et politiques.

⁹ Service de recherche du Parlement européen, Évaluer le coût de la non-Europe, 2014-19, 2015 et Lorenzani, D. et Varga, J., "The Economic Impact of Digital Structural Reforms", Rapport économique de la Commission européenne n° 529, 2014

Définir le changement numérique de façon progressiste sera essentiel pour garantir une société juste à l'avenir. Des solutions doivent être trouvées contre les inégalités créées par les nouvelles formes, souvent précaires, d'emploi (comme un taux élevé de travail indépendant, le crowd work, le click work), afin de garantir la protection sociale et les droits des travailleurs dans le monde de l'emploi numérique. Ce faisant, nous devrions garantir l'inclusivité d'Internet.

Dans le même temps, nous devons nous assurer de saisir toutes les opportunités et flexibilités que la numérisation a à offrir aux entreprises et aux travailleurs. La division numérique des compétences doit être combattue et évitée par la garantie que les citoyens, quel que soit leur âge ou leur localisation, leurs capacités physiques ou leur appartenance à une minorité sociale, ont un accès total aux services numériques et au savoir-faire nécessaire dans cette ère numérique, mais aussi par la promotion de l'entrepreneuriat social dans l'éducation et la formation.

La prestation de services évolue rapidement, avec un plus grand nombre de services proposés en ligne et une évolution claire de la relation entre entreprise et consommateur vers une relation de consommateur à consommateur ou "prosommateur" à travers de nouveaux modèles de services, tels que l'économie collaborative. Il convient ici d'assurer un niveau élevé de protection des consommateurs, ainsi qu'une prestation de services non discriminatoire. L'évolution de la prestation de services présente aussi des défis concernant la fiscalité ou le paiement des cotisations sociales, étant donné que la prestation des services et la génération ne sont pas

*Encadré - Les **secteurs industriels** suivants (liste non exhaustive) sont en pleine croissance, et des solutions numériques seront nécessaires pour pousser cette croissance:*

cybersécurité/sécurité

prestation de services publics;

bien-être, soins au sein de la communauté et soins de santé

gestion, logistique, infrastructure et transports

agriculture, environnement, climat, pollution marine et gestion des déchets

finances, commerce

divertissement, culture et médias

Enseignement

On estime que, d'ici 2020, 90 % des emplois nécessiteront des compétences numériques dans l'Union. La numérisation représente une opportunité de création de nombreux nouveaux emplois et de croissance par l'innovation. Nous devons encourager l'apprentissage de capacités numériques et créatives dans les écoles et le système d'enseignement supérieur, car c'est la seule façon de développer les capacités nécessaires en technologies de l'information et de la communication (TIC) chez les jeunes pour les préparer au mieux à s'épanouir sur le marché moderne du travail, en leur permettant de libérer leur potentiel analytique et créatif. Or, pour tirer profit de cette nouvelle possibilité, nous devons également aider et préparer nos travailleurs par l'intermédiaire du financement de mesures de formation et de reconversion.

Notre principal objectif est de réduire les écarts de compétences numériques afin d'inclure tous les citoyens, quel que soit leur statut social, leur emplacement géographique ou leur incapacité fonctionnelle. Il est donc nécessaire de trouver plus d'investissements dans la formation numérique, dont les compétences médiatiques, le développement de la pensée critique et la capacité à gérer des opinions différentes, pour que tous les citoyens puissent

profiter de la numérisation, en particulier les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées. Il faut particulièrement encourager les filles et les jeunes femmes à explorer le domaine des TIC, où elles sont sous-représentées et où il existe une demande de travailleurs qualifiés.

La Commission et les États membres devraient se concentrer sur l'amélioration de la formation en ligne en incluant les capacités numériques dans leurs programmes éducatifs. Le soutien apporté par le programme Erasmus+ doit continuer à aider à améliorer les capacités d'enseignement numérique pour pallier le manque de professeurs et de formateurs qualifiés, par le partage des meilleures pratiques et la promotion du développement de cours d'informatique adaptés à tous.

Que pourrait-on faire dans le cadre de la révision de la stratégie Europe 2020?

- Les objectifs de connectivité ne semblent pas être assez pertinents et pourront sans doute être dépassés d'ici 2020. Dans le même temps, il semble qu'il ne pourrait pas être totalement réaliste d'atteindre 30 Mbps partout. De ce fait, des solutions de technologie spatiale devraient continuer à être explorées. Il conviendrait de définir des objectifs d'accès universel, pour lutter contre les faibles vitesses, et de déploiement du haut débit qui serait reconnu comme un service d'intérêt économique général, dans des zones rurales et zones à faible population.
- Nous devrions évaluer la connectivité pas seulement par la mesure de la vitesse en mégabits, mais en favorisant plutôt une stratégie numérique qui propose une révision législative approfondie et claire du cadre des télécommunications en 2016, un cadre et des instruments financiers clairs [tels que le FEIS (Fonds européen pour les investissements stratégiques), Horizon 2020, le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE), d'autres fonds structurels pertinents, des incitations pour des fonds privés

tels que les microfinancements, le capital risque et peut-être une révision des règles sur les aides d'État].

- Certains voient dans l'économie numérique une menace pour les emplois traditionnels dans les secteurs industriels et des services. Nous demandons à la Commission d'estimer les effets qualitatifs et quantitatifs de l'économie numérique sur l'emploi et sur les normes sociales. Nous demandons en particulier qu'il y ait davantage d'études sur ces nouvelles modalités d'emploi et sur la manière de défendre la qualité de l'emploi et la sécurité sociale lors de ces processus de changement.
- L'indice relatif à l'économie et à la société numériques¹⁰ (DESI) géré par la Commission est un outil utile pour suivre les performances numériques dans tous les États membres de l'Union. Le DESI devrait aussi se concentrer sur l'incidence de la numérisation sur les secteurs conventionnels. Concernant l'intégration numérique, plus de données sont nécessaires sur les conséquences de la numérisation sur les travailleurs, les jeunes et les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées. Cet indice devrait aussi s'intéresser aux conséquences sur les populations à plus faible revenu et les personnes sans emploi.
- Le secteur des télécommunications devrait également être transformé, en mettant toujours en avant les avantages que cela représente pour les consommateurs. Les tarifs devraient encore diminuer, la transparence et la facilité de changement d'opérateur devraient être renforcées. Il faut lutter dès que possible contre des problèmes qui préoccupent directement les citoyens européens dans leur vie privée et professionnelle, tels que le géoblocage, les appels internationaux et le transfert de données.

¹⁰ L'indice relatif à l'économie et à la société numériques (DESI) est un indice composite qui reprend les indicateurs pertinents concernant les performances numériques de l'Europe et qui suit l'évolution des États membres de l'Union en matière de compétitivité numérique. Plus d'explications en suivant ce lien (en anglais): <https://ec.europa.eu/digital-agenda/en/desi>.

- Il faut répandre et rendre facilement accessible l'éducation à la citoyenneté numérique (droits d'accès, droits de protection des données, droits des consommateurs en ligne, cybersécurité, participation en ligne).

3.3 c) Promotion de l'innovation: recherche et développement secteurs, culturel et créatif

L'innovation doit être au cœur de notre réponse à la crise, que ce soit par de nouvelles technologies, de nouvelles façons de gérer les nouveaux besoins de société ou d'organiser le travail et les entreprises. L'amélioration des conditions de l'innovation dans les domaines de la connaissance, de l'industrie et de l'économie verte doit aller de pair avec une hausse des investissements. Il est crucial que les investissements dans des biens fixes et la technologie, d'une part, et les investissements dans la formation professionnelle et l'actif humain, d'autre part, soient bien coordonnés.

Dans ce contexte, il est de la plus haute importance d'encourager une collaboration étroite et un dialogue intense entre les secteurs créatifs, les universités et les centres de recherche, afin de créer des programmes communs de formation et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Des politiques doivent être élaborées pour associer les investissements dans les infrastructures et les investissements dans le capital humain, tout en explorant les plans d'innovation pour aider les PME créatives et culturelles et les individus à acquérir des compétences professionnelles et transférables. L'entreprise sociale, qui inclut des modèles professionnels comme les coopératives, a un rôle important à jouer pour favoriser une croissance durable et l'intégration entre les secteurs, ce qui devrait être exploré et encouragé.

Si le secteur privé a un rôle clair à jouer pour augmenter la capacité d'innovation de l'Europe, l'État entrepreneur est également un acteur crucial de l'innovation, soit directement par la recherche publique et l'éducation, soit indirectement par une stratégie

en matière d'innovation ainsi qu'on assure les ... les conditions et pour le secteur privé à innover, tout en garantissant la qualité de l'emploi et en sécurisant le cadre juridique. Le secteur privé et le secteur public devraient donc tous deux soutenir l'amélioration des niveaux de compétences, mais aussi investir dans le capital humain, une éducation de qualité et la recherche et le développement. Cela aidera aussi à gérer l'énorme écart au terme d'innovation au niveau régional dans l'Union et donnera aux régions avancées, mais aussi à celles qui sont à la traîne, une chance de faire partie du paysage européen de l'innovation.

L'Union et ses États membres doivent fournir un environnement favorable aux entreprises pour qu'elles investissent dans la R&D et l'innovation. L'établissement de référentiels et de normes s'est révélé être un moteur de l'innovation et de la compétitivité durable dans plusieurs secteurs industriels. Aux côtés d'une recherche et d'une innovation fortement orientées sur les processus, la recherche sur les technologies transsectorielles de base dans des domaines comme les TIC, la biotechnologie, la nanotechnologie, l'espace, les énergies renouvelables, les nouveaux modes de transport et les nouveaux matériaux est nécessaire. Permettant de contrôler les performances des États membres en matière d'innovation, le tableau de bord de l'Union pour la recherche et l'innovation est un outil central, car il permet d'effectuer une estimation comparative des performances en matière de recherche et d'innovation en Europe. Il aide les États membres à évaluer dans quels domaines ils doivent concentrer leurs efforts pour améliorer leurs performances en matière d'innovation (ces performances sont mesurées grâce à un indicateur composite, l'indice de synthèse de l'innovation, qui reprend les résultats d'une série d'indicateurs différents).

Enfin, le groupe S&D est fermement convaincu que les brevets jouent un rôle important dans la promotion de l'innovation et des résultats économiques, étant donné qu'ils permettent aux créateurs d'avoir des retours sur les investissements dans l'innovation et qu'ils offrent la sécurité nécessaire pour l'investissement, les capitaux propres et les prêts. Les brevets de l'Union doivent être à la hauteur pour garantir une protection juridique peu coûteuse, efficace, flexible et de qualité. Ils doivent être adaptés aux besoins des PME et offrir un système de contentieux harmonisé au niveau européen.

L'Union européenne et les États membres doivent réévaluer l'ensemble de l'écosystème de l'innovation en cherchant à supprimer les obstacles inutiles. Un système simple et accessible est nécessaire pour accélérer l'innovation et empêcher activement la fragmentation et la bureaucratie.

Dans le même temps, nous garantirons que la valeur générée par le travail créatif en tant que source principale de revenus, en particulier dans l'économie numérique, soit équitablement et correctement équilibrée en terme de rémunération des créateurs.

Une stratégie Europe 2020 révisée devrait mieux reconnaître la contribution des secteurs culturels et créatifs au programme de développement de l'Europe. Le groupe S&D continuera à promouvoir l'interaction entre l'éducation, la culture, la recherche et l'innovation. Les compétences créatives et la créativité sont essentielles pour une économie fondée sur la connaissance. La promotion des compétences en matière de sciences, de technologie, d'ingénierie et de mathématiques dans les systèmes éducatifs et de formation doit inclure les arts. Il faut réussir à générer de nouveaux investissements en utilisant les nouveaux instruments d'investissement au niveau afin de continuer à se focaliser sur la recherche et l'éducation supérieure. Une préoccupation spécifique concerne le manque d'attention portée aux secteurs culturels et créatifs qui génèrent, selon les estimations, plus de 3 % du produit intérieur brut de l'Union et des emplois en Europe et qui restent sous-évalués et peu reconnus. Ils souffrent plus précisément de difficultés concernant leur capacité à accéder aux capitaux et aux financements de démarrage, ce qui limite leur potentiel de participation à l'emploi et à la croissance dans de nombreux secteurs de par l'Europe, comme la musique, le cinéma, l'artisanat, le design, la mode, l'automobile, le logement et bien d'autres secteurs.

Les secteurs culturels et créatifs étant capables de créer de nouvelles tendances, de nouvelles idées et de nouveaux emplois, nous devons respecter et renforcer la valeur

intrinsèque de la culture. C'est pourquoi nous devons comprendre que le secteur créatif aura besoin de nouveaux modèles de financement qui nous permettront de favoriser cette dualité entre économie et culture.

Enfin, malgré les récents efforts de la Commission, il y a un manque d'indicateurs de fiables résultats, ce qui rend difficile l'évaluation de la qualité, de l'efficacité et de l'incidence des politiques en matière de recherche et développement. Nous soulignons l'importance d'une méthodologie permettant de surveiller non seulement les apports de la recherche-développement, mais aussi les fruits des politiques et des mesures de recherche-développement.

3.4 d) Renforcer l'investissement social et lutter contre les inégalités sociales dans les domaines suivants: apprentissage tout au long de la vie, soins de santé, égalité des genres, participation des jeunes et intégration culturelle

Un changement radical est nécessaire dans notre politique d'éducation afin de promouvoir l'intégration sociale. L'égalité des chances, une meilleure éducation dans la petite enfance, une plus grande perméabilité entre les systèmes éducatifs et des professeurs plus qualifiés sont nécessaires dans toute l'Union. La nécessité de se remettre à jour concernant l'acquisition de compétences numériques et de l'attrait des mathématiques, de l'informatique, des sciences naturelles, des arts et de la technologie augmente, de même que le besoin d'apprentissage des langues. Si nous voulons utiliser toutes les possibilités d'intégration fournies par une bonne éducation, nous devons faire un effort à travers toute l'Europe.

L'Union travaille depuis de nombreuses années pour atteindre des objectifs ambitieux en matière d'*enseignement et de formation*. Même si des progrès ont été observés, les citoyens ne profitent pas des résultats positifs. Si on y regarde de plus près, on se rend compte que

l'écart entre les peuples, les pays et les régions les plus vulnérables et les autres ne s'est pas réduit et qu'il est dès lors nécessaire de consentir davantage d'efforts pour réellement faire une différence et changer la tendance vers une croissance intelligente et vraiment intégrée.

Le groupe S&D a mis en garde, à plusieurs reprises, contre les restrictions constantes dans les dépenses publiques pour les secteurs de l'éducation et de la culture en réponse à la crise économique et contre les politiques d'austérité budgétaire mises en place dans les États membres ont et auront des effets catastrophiques. Nous devons investir plus dans l'éducation et la formation de qualité afin d'améliorer le potentiel qu'ont les jeunes de mener l'Union vers une société la connaissance, qui lutte contre le chômage et bâtit une citoyenneté intégrée et démocratique. Ces défis vont encore prendre de l'importance, étant donné la nécessité de traiter des niveaux sans précédent de migrations par le biais de politiques globales pour intégrer les migrants tout en évitant une exacerbation plus poussée de la concurrence entre les membres les plus faibles de nos sociétés.

Les États membres et l'Union doivent élaborer une stratégie globale assortie d'une action politique marquée pour lutter contre les inégalités en matière d'éducation et renforcer la dimension sociale afin de produire des résultats aujourd'hui concernant les objectifs qu'ils se sont engagés à atteindre: investir au moins 2 % du PIB dans l'enseignement supérieur; réduire à moins de 10 % le nombre de jeunes qui quittent l'école trop tôt, en améliorant notamment le soutien et les conseils pour les groupes vulnérables; réduire le nombre de jeunes de 15 ans qui ne satisfont pas aux normes d'alphabétisation de base; promouvoir un système d'apprentissage en alternance pour rendre l'enseignement et la formation professionnels plus attrayants; soutenir l'apprentissage tout au long de la vie ainsi que la promotion et la reconnaissance de l'éducation non formelle et informelle, les apprentissages et les stages de qualité; garantir qu'au moins 40 % des 30-34 ans ont terminé un cursus de l'enseignement supérieur; promouvoir un objectif ambitieux pour l'apprentissage des langues pour tous les jeunes en Europe et la possibilité de passer une partie de leur cursus scolaire dans d'autres États membres. Les objectifs de la stratégie Europe 2020 en matière d'éducation et de formation ne peuvent être atteints sans une dimension sociale soutenue par des plans d'investissement à long terme intégrant les budgets nationaux et les financements de l'Union.

Dans le but de rendre plus attrayant l'enseignement supérieur en Europe, d'augmenter la qualité générale de tous les niveaux d'éducation et de formation et la mobilité par le programme ERASMUS pour les étudiants, les professeurs et les travailleurs, ainsi que les jeunes en dehors du système éducatif, ne suivant pas de formation ou sans emploi, deux priorités doivent être renforcées: une meilleure reconnaissance des diplômes et l'achèvement du processus de Bologne avec une dimension sociale.

Une perspective d'équité sociale pour l'accès plus large à l'enseignement supérieur sera cruciale pour inciter les femmes à participer au marché du travail et pour intégrer les groupes socioéconomiques désavantagés, les groupes ethniques tels que les Roms, les migrants et les réfugiés, les personnes s'identifiant comme LGBTQI et les personnes handicapées. Nous devrions mettre en œuvre des moyens d'élargir la participation en retirant les obstacles financiers, en amenant de la flexibilité et en reconnaissant l'éducation, les compétences et les capacités non formels et informels. Il est également essentiel de soutenir l'amélioration des compétences des professeurs dans le domaine numérique et des politiques d'intégration afin d'éviter la radicalisation et la marginalisation des étudiants. Le défi que représentent les migrations pourrait être transformé en opportunité si les bonnes politiques sont développées. Par la promotion du dialogue interculturel, de la reconnaissance de la valeur du capital culturel de l'Europe, de la protection du patrimoine culturel européen et de la diversité de l'expression culturelle, donnant ainsi tout son sens à la devise de l'Union "Unie dans la diversité", de la promotion de la participation culturelle, du renforcement de la citoyenneté européenne et de la garantie de transmission de notre patrimoine européen commun aux générations futures, nous pouvons construire une société européenne saine fondée sur les valeurs de respect, de tolérance et de solidarité.

La stratégie Europe 2020 pour une économie intelligente, durable et inclusive comprend des objectifs ambitieux, dont le *taux d'emploi de 75 % pour les hommes et les femmes* et la réduction du nombre de personnes souffrant ou risquant de souffrir de pauvreté et d'exclusion sociale d'au moins 20 millions d'ici 2020. Il est peu probable que ces objectifs soient atteints, à moins que les États membres ne mettent en œuvre des politiques cohérentes pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes.

Ces développements devraient être associés de façon positive à la migration des travailleurs. La stratégie Europe 2020 révisée nécessite une politique globale de migration de la main-d'œuvre et une meilleure intégration économique, sociale et culturelle des migrants en vue d'atteindre les objectifs de croissance intelligente, durable et inclusive de l'Union.

La baisse du taux de natalité dans l'Union a été exacerbée par la crise; l'Europe fait face à des défis démographiques majeurs ainsi qu'à une stagnation économique; une des principales raisons qui démotivent les femmes à entrer sur le marché du travail est la difficulté d'équilibrer leurs responsabilités professionnelles et privées.

Notre proposition poursuit deux grands objectifs: renforcer l'Agenda social européen tout en offrant de meilleures conditions aux femmes pour qu'elles puissent pleinement jouer leur rôle dans la reprise économique de l'Union. Pour cela nous voulons:

- Un cadre législatif cohérent pour promouvoir le partage équitable des responsabilités, pour faciliter un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée ni des politiques de conciliation comme principale condition requise pour accroître la participation des femmes au monde du travail.

- Un nouvel instrument, appelé "congé de soutien familial" pour améliorer la flexibilité du temps de travail tout au long d'une carrière ainsi que la protection sociale des personnes qui s'occupent de proches, car les hommes et les femmes ont également besoin de bénéficier d'aménagements spécifiques de leur temps de travail pour pouvoir s'occuper de proches, personnes âgées, personnes handicapées, etc.

- ✓ Promouvoir des aménagements innovants du temps de travail, des plans de conciliation, pour attirer et garder plus de femmes sur le marché du travail, promouvoir une "économie de conciliation" et des primes pour les entreprises et

les femmes et hommes indépendants, dans les limites des dispositions sur le temps de travail définies dans le droit national et le droit européen.

- ✓ Promouvoir des programmes de retour à l'emploi, des modalités de passage entre travailleurs et lieu de travail, mettre l'accent sur les politiques de transformation pour changer les comportements et les attitudes envers différents types de congés et d'aménagements du temps de travail.

- Un investissement stratégique pour accroître la disponibilité de structures d'accueil de qualité et abordables pour les enfants afin d'atteindre l'objectif de 33 % des enfants de moins de trois ans (objectifs de Barcelone).

- Investir dans les stabilisateurs sociaux à long terme pour garantir les moyens et services nécessaires qui permettront aux citoyens de devenir des membres responsables et épanouis de nos sociétés. Les opportunités de vie des enfants, surtout les plus pauvres, dépendent de la satisfaction des besoins de base (nutrition et logement), de l'accès à des services publics de qualité (santé, culture et éducation) et des conditions stables des parents et des personnes qui s'occupent d'eux pour leur donner une bonne éducation (insertion sociale et intégration sur le marché du travail). Par conséquent, la réponse européenne pour améliorer les conditions de vie des enfants pauvres doit être multidimensionnelle, se fonder sur des droits et être intégrée, avec pour objectif que les enfants et leur famille aient accès à des ressources adaptées et à des services de qualité.

- Un réseau européen de l'emploi (EURES) plus fort pour aider à la recherche d'emploi et contribuer à la libre circulation des travailleurs.

- Garantir que tous les domaines de l'élaboration des politiques au niveau de l'Union, à toutes les étapes et à tous les niveaux, incluent l'intégration de l'égalité hommes-

femmes pour dépasser les inégalités en la matière et assurer l'intégration des personnes de toute identité sexuelle.

- Garantir que tous les domaines de l'élaboration des politiques au niveau de l'Union des enfants et incluent enfants et jeunes dans les procédures de consultations.
- Continuer à mettre en place des politiques sur l'éducation et le travail qui augmentent la représentation des femmes dans des domaines où elles sont traditionnellement et structurellement sous-représentées, tels que les sciences, les technologies, l'ingénierie et l'entrepreneuriat.
- Réduire la pauvreté, l'égalité sociale et des politiques macroéconomiques qui reconnaissent les aspects de l'égalité hommes-femmes en matière de pauvreté et d'exclusion sociale, ce qui nécessite une réponse globale.

4 DES OUTILS FINANCIERS

Une stratégie Europe 2020 réussie devrait reposer sur une stratégie d'investissement élargie. Étant donné que nous sommes loin d'atteindre les objectifs sociaux et en matière d'emploi, il est évident que des ressources financières doivent être trouvées pour pouvoir élaborer les politiques voulues afin de parvenir à ces objectifs. Cela ne peut réussir que si des ressources budgétaires suffisantes peuvent être mobilisées au niveau national pour abandonner les politiques aveugles d'austérité. La lutte pour le succès de la stratégie Europe 2020 doit donc se traduire par une lutte contre l'évasion fiscale et l'optimisation fiscale agressive, y compris les transferts entre entreprises, qui contrarient des politiques publiques ciblées solides et efficaces. Certaines initiatives ont été développées mais, comme la garantie pour la jeunesse, elles sont déjà mises en danger par un manque de crédits au

niveau de l'Union. D'autres sont en cours de développement, comme un plan concernant le chômage de longue durée.

4.1 i) Le Budget de l'Union

Le budget de l'Union est l'outil le mieux adapté pour mettre en œuvre la stratégie Europe 2020. La budgétaire effective des programmes européens vise ses objectifs soit directement soit par une affectation efficace. Mais la limite actuelle du budget de l'Union à 1 % du PIB de l'Union met clairement en péril toute possibilité d'atteindre le niveau d'investissement requis pour parvenir aux objectifs décidés au niveau politique.

En outre, les négociations sur le budget 2016 ont épuisé toute flexibilité dans le cadre du CFP actuel au bout de seulement deux ans de mise en œuvre, ce qui ne laisse aucune marge de manœuvre pour répondre à des exigences politiques imprévues.

La révision obligatoire du CFP devra aborder les besoins financiers d'une Union en convalescence, satisfaire aux objectifs sociaux et environnementaux et faire face aux crises politiques (par exemple par 1 plan de compensation pour Horizon 2020/Mécanisme pour l'interconnexion en Europe par le financement du FEIS, réfugiés, menaces terroristes, actions extérieures, etc.).

La mobilisation de moyens supplémentaires ou d'autres instruments financiers devient de ce fait indispensable.

Encadré - Instruments de la politique de cohésion

La politique de cohésion de l'Union, avec ses 351,8 milliards d'euros pour la période 2014-2020, est le principal instrument d'investissement au niveau de l'Union pour atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020. Les cinq fonds structurels et d'investissement européens (fonds ESI) [Fonds européen de développement régional (FEDER), Fonds social européen (FSE), Fonds de cohésion (FC), Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER)] respectent totalement la stratégie Europe 2020 et ses principaux objectifs en matière d'emploi, de recherche-développement, de climat et d'énergie, d'éducation et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et en sont dérivés. À travers 11 objectifs thématiques, la politique de cohésion fournit une aide dans les domaines suivants: PME, recherche et développement, innovation, éducation, formation, économie à faible émission de CO₂, environnement, lutte contre le chômage et l'exclusion sociale, développement d'une infrastructure pour connecter les citoyens de l'Union et modernisation des administrations publiques.

Étant donné les récentes crises économiques et politiques en Europe, qui ont été suivies par une période de stagnation et de perte de confiance sur les marchés financiers, la flexibilité des instruments financiers est essentielle pour atteindre les objectifs plus globaux de la stratégie Europe 2020 et retrouver la confiance des citoyens de l'Union. Les États membres devraient, tout particulièrement, être aidés par la neutralisation du calcul de la dette et du déficit dans les investissements publics effectués par leurs opérateurs publics lors du cofinancement de projets dans le cadre des Fonds européen de développement régional, du Fonds social européen et de l'initiative pour l'emploi des jeunes.

4.2 ii) Le Ressources propres

Le système actuel des ressources propres au budget de l'UE présente plusieurs défauts. Il dépend fortement des contributions nationales, qui sont de ce fait perçues comme une charge fiscale endossée par les économies nationales et les citoyens. Le problème des

ressources propres est devenu un élément politique clé crucial pour l'avenir de l'Union. Un parlement, et les citoyens qu'il représente, ne peut pas vraiment être souverain s'il ne peut pas discuter des recettes budgétaires. Le vote sur les ressources propres doit sceller la légitimité du Parlement pour les décisions sur les dépenses, la souveraineté de la démocratie et l'équilibre institutionnel nécessaire de l'Union.

La stratégie Europe 2020 révisée devrait rendre le CFP actuel plus cohérent et devrait aligner le prochain CFP sur la prochaine stratégie de croissance ainsi que sur le cycle électoral européen (2019-2024). Toutes les décisions pourraient ainsi compter sur une légitimité démocratique plus solide, définissant le prochain mandat des institutions européennes.

En outre, le budget de l'Union devrait être plus stable, durable, prévisible et autonome. Il conviendrait d'alléger la charge que représentent les dépenses excessives sur les budgets nationaux et d'atteindre une situation où les États membres et l'Union y gagnent: un système réel de ressources propres est nécessaire. Il est primordial de définir des recommandations viables en vue d'une réforme, qui paraît comprendre un mélange de différents types de ressources propres. Ces recommandations devraient inclure les potentiels les plus adaptés à devenir les ressources propres de l'Union.

Les potentiels pourraient devenir les nouvelles ressources propres sont ceux qui ont une valeur ajoutée, créée par l'existence même de l'Union (sous la forme du marché unique). L'avantage présenté par de nouvelles recettes devrait refléter des priorités politiques, telles que la lutte contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale, la réduction du risque de spéculations financières, la résolution des problèmes environnementaux, etc. Collecter et distribuer des ressources au niveau de l'Union serait la meilleure façon d'éviter les mécanismes de contournement fiscal entre États membres. Ce revenu supplémentaire devrait réduire les contributions des États membres de façon proportionnelle et leur permettre une fois de plus de jouer le rôle pour lequel elles étaient prévues au départ.

Une diminution des contributions nationales rendrait le système plus autonome, transparent et juste. Cela ne peut être atteint que par la création de ressources propres réelles.

4.3 iii) Les Budgets nationaux

L'investissement peut être encore plus encouragé si les États membres adaptent leurs finances publiques en menant une politique anticyclique et s'ils utilisent pleinement les clauses existantes de flexibilité prévues dans la législation, y compris pour les pays sous le volet correctif. Il devrait être demandé aux pays ayant plus de marge fiscale d'accélérer l'investissement dans le cadre de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM).

4.4 iv) Le FEIS

Avec l'entrée en vigueur de la réglementation sur le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) visant à encourager l'investissement privé et public, l'Union dispose maintenant d'un outil d'investissement qui peut commencer à financer des projets stratégiques en vue d'atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020. Cela nécessiterait de favoriser la création d'emplois durables menant à des emplois de qualité et d'atteindre la cohésion sociale, économique, culturelle et territoriale et cela encouragerait l'investissement social en vue de promouvoir un impact social positif et de réduire les inégalités en améliorant, entre autres, les services publics et en soutenant la création d'emplois pour des catégories de personnes défavorisées. Cela n'est possible que si les États membres associent sérieusement leurs autorités locales et régionales à la promotion de filières de projets et de plateformes d'investissement.

Il convient d'encourager la coopération entre la Banque européenne d'investissement (BEI) et les banques de développement et d'investissement nationales (BDIN), ainsi que des plateformes d'investissement, notamment dans le cadre du FEIS, du fait de leurs compétences et connaissances spécifiques dans le domaine du financement des PME. La BEI devrait utiliser tous les moyens disponibles, y compris la plateforme européenne de conseil en investissement, pour favoriser activement la participation des banques et institutions nationales de développement aux instruments financiers qu'elle est chargée de mettre en place. Les BDIN, ou des associations de plusieurs d'entre elles, devraient participer à un grand nombre de projets, et pas seulement à des projets financiers.

En outre, il est de la plus haute importance de surveiller que la BEI garantisse l'additionalité de ses opérations de financement dans le cadre du FEIS. L'objectif est de permettre à la BEI de prendre plus de risques et de s'éloigner de sa notation triple A; c'est pourquoi une extrême vigilance dans la surveillance de la conformité à ce critère est de mise.

Le financement du FEIS a malheureusement eu une incidence négative sur les programmes importants, tels que Horizon 2020 et MIE (H2020/MIE). Afin de limiter, autant que possible, les coupes dans les programmes H2020/MIE, le groupe S&D continuera à utiliser la procédure budgétaire annuelle pour renforcer les programmes affectés.

4.5 v) Banque européenne d'investissement (BEI)

Le principal objectif de la BEI devrait être de fournir des financements à l'économie réelle, favorisant ainsi la croissance économique et la création d'emplois, plutôt que de se concentrer sur sa notation triple A. La stratégie Europe 2020 révisée devrait aussi inclure une politique qui met la principale banque d'investissement d'Europe au service de l'économie réelle, y compris le financement des projets plus risqués qui améliorent la cohésion et la création d'emplois dans l'Union. Le contrôle efficace du respect des objectifs et des politiques de l'Union par tous les projets au tout début de la procédure de sélection par la BEI peut s'avérer nécessaire afin que seuls les projets qui répondent à la totalité des critères soient en lice.

L'activation potentielle de 3 milliards d'euros supplémentaires dans le cadre du mandat externe de la BEI avant la révision à mi-parcours devra être envisagée et encouragée.

4.6 vi) **Marché des capitaux**

L'union des marchés des capitaux (UMC) peut être un outil utile pour diversifier les financements, donnant ainsi une alternative complémentaire au crédit bancaire, pour lutter contre la fragmentation transfrontalière et atteindre l'harmonisation. Cela ne devrait en aucun cas être l'occasion de déréguler les marchés financiers, ce qui nous ferait retomber dans la situation que nous avons connue avant 2007. L'UMC est composée de plusieurs initiatives (dont l'investissement à long terme, la titrisation, la révision de la directive "prospectus", les capitaux à risques et l'entrepreneuriat, les obligations garanties); nous devons encourager des propositions législatives dans tous ces domaines pour défendre la méthode communautaire. En outre, alors que certains des principaux obstacles à l'intégration plus poussée des marchés des capitaux ne sont pas inclus dans les propositions actuelles de l'UMC, nous devrions demander que plus d'efforts soient fournis dans les domaines de la comptabilité, de la fiscalité, de la législation en matière d'insolvabilité, du droit des sociétés, des droits de propriété et de la force exécutoire légale des créances transfrontalières. Enfin, nous devrions également demander qu'un superviseur unique des marchés des capitaux européens soit vu comme une évolution naturelle dans la gouvernance économique européenne.

L'union bancaire est un des projets les plus importants actuellement en cours. Elle a pour but de réduire les risques du système financier, de limiter les interventions des contribuables, d'harmoniser la supervision bancaire et les pratiques de résolution, de garantir que les dépôts sont protégés et de mettre en place un superviseur unique. Une union bancaire qui fonctionne, complétée par une réglementation adaptée pour réduire la prise de risques par les banques, telle qu'un cadre législatif pour séparer les activités d'investissement des activités de dépôt, réduira le risque général du système financier et garantira une meilleure intégration de la zone euro et de l'Union.

Le système financier a besoin d'une réglementation plus poussée pour s'assurer que son attention va au soutien de l'activité économique dans les domaines de l'innovation, du développement durable et de la création d'emplois de qualité. L'innovation financière pourrait aussi être encouragée tant qu'elle sert nos objectifs économiques et sociaux.

5 GOUVERNANCE ET INSTRUMENTS POLITIQUES

5.1 i) Lignes directrices intégrées et objectifs principaux

Les liens entre les différentes initiatives phares et la manière dont les objectifs phares se rejoignent et se renforcent restent confus. Il est important de comprendre les raisons sous-jacentes des résultats mitigés des initiatives phares jusqu'alors. Jusqu'à présent, on a le sentiment que les initiatives phares fonctionnent en vase clos et se concentrent plus sur la réalisation de leurs sous-objectifs que sur l'objectif principal de croissance. Les initiatives phares devraient plutôt être des outils pour parvenir à une meilleure coordination des politiques de l'Union et au niveau des pays.

Ces initiatives phares ne peuvent être efficaces que si leur gouvernance est organisée autour de communautés puissantes d'investissement qui associent des utilisateurs, des entrepreneurs, des sociétés, des établissements de recherche, d'éducation et de formation, des organismes de financement et d'autres acteurs pertinents. Elles devraient se concentrer sur les objectifs principaux, définir et mettre en œuvre les mesures nécessaires, mobiliser différentes ressources financières selon un cadre de gouvernance qui détermine des responsabilités claires aux niveaux local, régional, national et européen.

Ces initiatives devraient être efficacement mises en œuvre et surveillées, et les responsables de leurs progrès devraient être clairement identifiés. Les feuilles de route des

initiatives phares devraient être mises à jour grâce à l'inclusion d'actions prioritaires pour les cinq prochaines années, qui tiennent compte des progrès enregistrés jusqu'alors.

Au niveau des institutions européennes, une collaboration plus systématique doit s'organiser entre la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil européen, ont eu respectent leurs différences politiques.

Chaque ligne directrice intégrée et chaque initiative phare devraient compter sur une commission chef de file au sein du Parlement européen et sur une formation chef de file au Conseil. Celles-ci devraient toutes deux avoir des échanges directs plus fréquents avec les pouvoirs législatif et exécutif des États membres. Cela devrait améliorer les liens avec les parlements nationaux et les administrations publiques.

Les administrations publiques nationales et infranationales devraient améliorer leur capacité à travailler dans un environnement comprenant plusieurs niveaux et plusieurs acteurs.

Nous pensons aussi qu'une formation spécifique du Conseil dédiée aux sujets ayant trait au marché unique donnerait une motivation politique importante et permettrait de les transmettre au Conseil européen.

5.2 ii) Semestre européen: rapports par pays, recommandations par pays, programmes nationaux de réforme

Un des objectifs du semestre européen est de surveiller la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 par les "lignes directrices intégrées". Cependant, la stratégie Europe 2020 n'est de toute évidence pas en phase avec les procédures du semestre européen et de l'examen annuel de croissance (EAC).

En outre, les objectifs de la stratégie Europe 2020 et les trois priorités du semestre européen (relance des investissements, poursuite de réformes structurelles pour moderniser nos économies, politiques fiscales responsables) ne sont ni alignés ni cohérents. Le semestre devrait être mieux aligné sur la stratégie Europe 2020. Cela signifie que le semestre européen devrait devenir, comme il l'était autrefois, un outil au service de la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020, et non l'inverse. De plus, nous soulignons la nécessité d'utiliser le programme du marché unique dans le semestre européen en vue de couvrir un ensemble bien défini de priorités liées à l'économie réelle.

Il existe un manque de clarté au niveau des procédures entre le PSC, la PDM (procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques) et la stratégie Europe 2020, étant donné que les mêmes recommandations peuvent parfois apparaître dans le cadre de l'une ou de l'autre de ces trois procédures¹¹. Recentrer la PDM sur les déséquilibres à moyen terme plutôt que sur ceux à long terme permettrait de rétablir une vision plus cohérente des lignes directrices intégrées. Cela mettrait aussi tous les pays sur un pied d'égalité, étant donné qu'une recommandation par pays spécifique apparaîtrait sous la même référence pour tous les États membres. Cela permettrait aussi de séparer deux objectifs différents concernant le marché du travail: 1) un taux plus élevé d'emploi (Europe 2020); et 2) un taux limité de chômage cyclique (PDM). Le chômage des jeunes, qui est en grande partie un problème structurel, serait traité sous une référence Europe 2020, alors que le chômage cyclique, qui nécessite des politiques globales de demande, serait repris dans la PDM.

Afin d'améliorer l'appropriation nationale du processus Europe 2020, il peut être utile d'alterner les différents domaines de politiques publiques pour offrir un étalonnage plus transparent aux États membres et associer les ministres concernés. Par exemple, l'année n pourrait être tout particulièrement consacrée à l'éducation et au marché du travail,

¹¹ «En 2015, deux pays (le Luxembourg et la Slovaquie) ont reçu des recommandations par pays uniquement liées à ces lignes directrices intégrées. Par exemple, les recommandations par pays transmises à la Slovaquie couvraient i) la rentabilité du secteur des soins de santé, ii) le chômage de longue durée (mesures d'activation, éducation pour une deuxième chance, structures de garde des enfants), iii) l'éducation (formation des enseignants, participation des enfants roms) et iv) l'infrastructure et la gouvernance des marchés publics. La même année, il a également été demandé à la Hongrie d'améliorer la gouvernance des marchés publics, mais c'était dans le cadre de la PDM. Il a été demandé à l'Irlande d'également améliorer la rentabilité du système de soins de santé, mais c'était dans le cadre du PSC. Il a été demandé à l'Italie de renforcer ses politiques actives en matière de marché du travail et son enseignement professionnel, dans le cadre de la PDM.» (source: Agnès Bénassy-Quéré, Economic Policy Coordination in the euro area under the European Semester, p. 16.)

l'année $n+1$ aux réglementations en matière de marchés de biens et de services (dont l'énergie) et l'année $n+2$ à la gouvernance privée et publique. Cela pourrait donner une chance d'avoir une stratégie européenne partagée et d'encourager les meilleures pratiques. Cela réduirait également la fréquence des révisions des mêmes politiques et permettrait à tous les ministres concernés de participer. Les réformes peuvent parfois prendre du temps. Les revoir chaque année peut aboutir à une répétition des mêmes recommandations, apportant une valeur ajoutée limitée et une *lassitude* administrative.

5.3 iii) Rôle de la Commission, du Parlement européen et des parlements nationaux

Il est clair que le processus pour concrétiser l'union économique et monétaire (UEM) nécessitera une bien plus grande légitimité démocratique. Tout d'abord, nous devons nous assurer que le Parlement européen (PE) continue à tout faire pour obtenir un accord interinstitutionnel sur le semestre européen. Le Parlement européen devrait exprimer ses positions à chaque étape critique du semestre européen.

Le Conseil européen de printemps devrait rester l'occasion de tenir le débat sur la politique économique de la zone euro, associé à un rôle renforcé du Parlement européen à travers la codécision. En attendant, étant donné que ce sera trop tard pour le semestre européen 2016, des solutions doivent être trouvées pour permettre au Parlement d'exprimer ses positions dans les meilleures conditions possibles, entre décembre 2015 et février 2016. Une option est d'adopter une résolution de la commission des affaires économiques et monétaires (ECON) sur la recommandation pour la zone euro lors de la séance plénière de décembre, adoption suivie d'un dialogue économique avec la Commission, la Banque centrale européenne et le président de l'eurogroupe en commission ECON en janvier (avant l'adoption de la recommandation par le Conseil), et d'adopter le rapport parlementaire EAC avec un mandat équivalent lors de la séance plénière de février II avant le Conseil européen de mars dédiée aux "priorités économiques". Le dialogue avec le Parlement européen devrait débiter avant que la

Commission ne présente sa proposition d'EAC. En outre, il est important de préciser quel devrait être le rôle du sommet de la zone euro et comment il peut recevoir des contributions des ministres des finances et des affaires sociales de l'eurogroupe. Le Parlement européen devrait s'organiser en conséquence et développer sa coopération avec les parlements nationaux.

5.4 iv) Rôle des partenaires sociaux, de la société civile et des niveaux infranationaux de gouvernance

De nouveaux concepts pour développer la gouvernance de la stratégie Europe 2020 ont déjà été mentionnés: plateformes d'innovation, communautés d'investissement. En voici d'autres: des réseaux sociaux pour la résolution de problèmes, des clubs de transition et des villes de transition pour favoriser la transition énergétique, des agences publiques-privées pour favoriser l'investissement stratégique et une innovation financière judicieuse.

Pour aider à mettre en œuvre la stratégie Europe 2020 sur le terrain, l'article 5 du règlement portant dispositions communes (RDC) pour les fonds ESI a rendu contraignant le principe de gouvernance à multiniveaux¹². Le principe de partenariat a également été renforcé. Il implique maintenant qu'à toutes les étapes de la conception, de la mise en œuvre et de la surveillance d'accords de partenariat et de programmes opérationnels, les autorités publiques des différents niveaux (local, régional, national, européen) doivent être consultées, tout comme les partenaires économiques et sociaux, ainsi que les organismes représentant la société civile, les ONG et les autres organisations pour la promotion de l'intégration sociale, de l'égalité des genres, de la non-discrimination, etc.

¹² Dans le livre blanc sur la gouvernance à multiniveaux élaboré par le Comité des Régions et adopté en 2009, la gouvernance à multiniveaux est définie comme une "action coordonnée de l'Union, des États membres et des autorités régionales et locales, fondée sur le principe du partenariat et visant à élaborer et mettre en œuvre les politiques de l'Union européenne."

En règle générale, il convient d'accorder plus de considération au rôle de la société civile dans la recherche de l'échange interculturel, du dialogue entre les peuples, de la promotion des initiatives de consolidation de la paix et d'engagement citoyen afin de responsabiliser les communautés et de permettre leur participation à la prise de décisions. À cette fin, un soutien structurel et durable doit être fourni aux ONG et aux organisations concernées, y compris pour des initiatives à petite échelle réalisées sur le terrain.

Le code de conduite européen sur le partenariat constitue encore une autre étape importante vers l'amélioration de l'engagement collectif et de l'appropriation de la politique de cohésion. Il permet aux États membres de mettre en œuvre la gouvernance à multiniveaux, mais laisse la flexibilité nécessaire pour les modalités pratiques de mise en œuvre, étant donné que les États membres appliquent les principes de gouvernance à multiniveaux et de partenariat de différentes façons, selon leur contexte historique, leur structure et leurs capacités administratives, etc.

Au cours des années à venir, garantir la croissance et les possibilités d'emploi représentera le défi le plus difficile à relever pour les gouvernements des États membres, aux niveaux national, régional et local. Ce n'est que par une action bien ciblée, concertée et coordonnée entre les acteurs publics et les acteurs privés à tous les niveaux que la stratégie Europe 2020 peut aboutir.

